

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 06/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVIA SA
Les deux gares
89230 Pontigny

Références : 240517
Code AIOT : 0005401051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement SEVIA SA implanté Les deux gares DEPOT 89230 Pontigny.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA SA
- Les deux gares DEPOT 89230 Pontigny
- Code AIOT : 0005401051 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Les installations sont uniquement dédiées au regroupement et transit d'huiles usagées récupérées exclusivement par l'exploitant chez les producteurs de ce type de déchets. Il n'y a pas de personnel sur site excepté le conducteur du camion lors des dépotages ou empotages.

Attributs de l'inspection :

Risques chroniques (*Bruits et vibrations, Eau de surface*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Autosurveillance (rejets aqueux, sonore)

- Consignes d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Exploitation des installations	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
5	INCIDENTS OU ACCIDENTS	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
8	Installations de traitement des effluents aqueux	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
10	Déchets	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 5.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
11	Caractéristiques des risques	AP Complémentaire du 04/10/2024, article 7.1.2	Demande d'action corrective	3 Mois
13	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7.3.1	Demande d'action corrective	3 Mois
15	Programme d'auto surveillance	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 9.2.7	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 1	
3	Exploitation des installations	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.2.1	
4	Intégration dans le paysage	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.3.1	
6	Prévention de la pollution Atmosphérique	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 3.1.3	
7	Protection des réseaux internes à l'établissement	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 4.2.4.1	
9	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 4.3.12	

12	Installations électriques	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7.2.3	
14	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7.5.4	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été trouvé propre et bien entretenu.


Néanmoins, plusieurs non-conformités ont été relevées pour lesquelles un plan d'action pour les résorber est demandé à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 1			
Thème(s) : Situation administrative - Rubrique ICPE			
Prescription contrôlée : Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2010-0004 en date du 4 janvier 2010 est remplacé par le tableau suivant :			
Désignation de l'installation	N° de rubrique	Capacité de l'installation	Classement
Installation de transit, de regroupements ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement	2718.1A	Huiles usagées: Tonnage annuel =2250 tonnes capacité maximale: 3 cuves de 54 m ³ ; soit 162 m ³ au total Mélange eaux/hydrocarbures: Tonnage annuel = 500 tonnes capacité maximale: 1 cuve de 54 m ³	A
A (Autorisation)			
Constats : Sur site, 4 cuves sont présentes : <ul style="list-style-type: none">• 1 cuve de 54 m³ pour les mélanges eau + huiles de coupe venant de l'industrie (cuve n° 1)• 3 cuves de 54 m³ pour la récupération d'huiles minérales venant de garages ou déchetteries (cuves n°s 2, 3, 4) Les volumes sont relevés quasi quotidiennement par le chauffeur en charge de la collecte des huiles et disponibles à distance (télétransmission) via des niveaux présents dans les cuves. Le chauffeur note les volumes sur un tableau blanc au niveau de poste de dépotage et sur un fichier excel. Le jour de l'inspection, les volumes étaient : cuve n° 1 : 10.3 m ³ cuve n° 2 : 32.8 m ³ cuve n° 3 : 32.6 m ³ cuve n° 4 : 2.2 m ³ L'exploitant indique se limiter à 32-33 m ³ par cuve qui correspond au volume du chargement d'un camion citerne (1 lot) pour lequel il garde un échantillon représentatif avant envoi pour traitement des huiles.			
Respect de la prescription : 			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites :			

N° 2 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques - Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède des procédures :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour le chargement/déchargement des huiles/mélanges eau-huile• en cas de déversement/rejet accidentel• en cas d'incendie. <p>Le chauffeur qui réalise la collecte des huiles s'occupe du site de Pontigny mais aucun document indiquant que celui-ci est nommément désigné n'a pu être fourni, ni son plan de formation pour l'exploitation du site et la connaissance des dangers associés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera que l'exploitation du site se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 3 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques - Réserves de produits
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
Constats : L'exploitant possède un bac d'absorbant au niveau du poste dépotage.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques - Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le site est tenu propre et peu visible de l'extérieur compte tenu de la haie et de la végétation qui l'entourent.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels - Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier incident sur site date d'août 2022. L'exploitant indique qu'il s'agissait d'un déversement d'huile au niveau d'un raccord de citerne mal connecté lors du remplissage d'un camion. Le volume du déversement était de l'ordre d'une centaine de litres au niveau de la zone de dépotage qui a été maintenu au niveau de celle-ci par fermeture de la vanne de sectionnement. L'exploitant indique avoir évacué cette huile et nettoyé le débourbeur/déshuileur suite à cet incident. Cet incident n'a pas été déclaré à la DREAL. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un test d'appel de l'astreinte de Sevia (n° indiqué sur le portail d'entrée) a été réalisé pour savoir si la personne d'astreinte était en mesure de répondre à une sollicitation sur les quantités de produits dangereux sur site à l'instant T. Celui-ci n'a pas su indiquer ces quantités. L'exploitant indique que le jour de l'inspection, un exercice incendie est prévu en fin de journée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">• les BSD associés à l'incident de 2022 (déversement d'huile)• le compte-rendu de l'exercice incendie réalisé avec le SDIS. L'exploitant devra être en mesure d'indiquer rapidement (astreinte) les quantités de produits dangereux présents sur site à l'instant T en cas d'incident.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 6 : Prévention de la pollution Atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques - Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : L'exploitant n'a jamais eu de plainte odeur. Sur site, le jour de l'inspection, aucune odeur particulière n'a été notée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels - Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Une vanne de sectionnement est en place au niveau de la zone de rétention d'empotage/dépotage des camions. Celle-ci a été manœuvrée par l'exploitant le jour de l'inspection à l'aide d'un outils disponible sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indiquera clairement au niveau de la vanne de sectionnement le sens de fermeture de celle-ci.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Installations de traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des ouvrages : Conception, dysfonctionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.</p> <p>La zone de dépotage est imperméable.</p> <p>La vidange de la rétention ne peut se faire par gravité. Les eaux pluviales collectées après chaque épisode pluvieux sont pompées et dirigées vers le système de traitement des eaux pluviales.</p> <p>Le système de traitement des eaux pluviales collectées par la zone de dépotage et la rétention des cuves de stockage se compose de :</p> <ul style="list-style-type: none">- une fosse de 1 200 litres de pompage des eaux pluviales collectées dans la rétention,- un séparateur d'hydrocarbures SH1 en sortie de la fosse de 1 200 litres,- un second séparateur d'hydrocarbures SH2
<p>Constats :</p> <p>La zone de dépotage est imperméabilisée.</p> <p>La rétention des cuves est vidangée des eaux pluviales au besoin par un tuyau mis en place après amorçage de celui-ci par la pompe du camion de dépotage.</p> <p>Un débourbeur/déshuileur est présent en sortie de l'installation.</p> <p>La présence de la fosse de 1 200 litres de pompage des eaux pluviales collectées dans la rétention et d'un second séparateur d'hydrocarbures n'a pu être constatée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la présence d'une fosse de 1 200 litres de pompage des eaux pluviales collectées dans la rétention et d'un second séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Il fournira le dernier BSDD associé au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies pour le point de rejet EP :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
MES	35
DCO	50
Hydrocarbures totaux	5

Constats :

Les dernières analyses des eaux rejetées ont été effectuées le 15/03/24.

Les résultats sont conformes.

Les mesures de pH et DBO5 ont bien été réalisées comme demandé lors de la dernière inspection.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 10 : Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 5.1.7		
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets produits par l'établissement		
Prescription contrôlée : Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :		
Type de déchets	Codes des déchets	Destination
13 05 01*	Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	valorisation
13 05 02*	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	valorisation
13 05 03*	Boues provenant de déshuileurs	valorisation
13 05 06*	Hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	valorisation
13 05 07*	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	valorisation
13 05 08*	Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs	valorisation
15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	valorisation
Constats : Un container d'EPI, de chiffons, de flacons,... imprégné par les huiles est présent sur site. L'exploitant n'a pas pu fournir le BSDD associé à son évacuation.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira le dernier BSDD associé à l'évacuation du container contenant les consommables imprégnés par les huiles.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 Mois		


N° 11 : Caractéristiques des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2024, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels - Zonage interne à l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Un plan du site a été présenté mais est illisible. L'exploitant indique qu'un exercice incendie avec le SDIS est prévu le jour de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser un plan des zones à risques de son établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion. L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées le compte-rendu de l'exercice incendie réalisé avec le SDIS.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois


N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels - Mise à la terre
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'installation électrique sur site. Le site n'est pas raccordé en électricité.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels - Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de fumer ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Des consignes existent et sont affichées dans un bungalow au niveau de la zone de dépotage.</p> <p>Elles restent néanmoins à compléter.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter ses consignes d'exploitation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels - Réservoirs
Prescription contrôlée : L'exploitant procède ou fait procéder à des inspections visuelles régulières des cuves mais également des circuits de remplissage, de vidange et de transfert des différents liquides. Un contrôle de l'épaisseur de la paroi des cuves par une méthode adaptée sera réalisée tout les dix ans. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.
Constats : Les 4 cuves sont situées dans une rétention bétonnée. Des mesures d'épaisseur des cuves par ultrasons ont été réalisées par SOCOTEC le 04/12/2018. Le rapport conclut : <i>"Bon état général des cuves. Nous conseillons néanmoins de traiter les multiples plaques de corrosions identifiées afin d'éviter le risque de propagation."</i> L'exploitant a repeint les cuves en 2022.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 15 : Programme d'auto surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2010, article 9.2.7
Thème(s) : Risques chroniques - Auto surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
Constats : Des mesures acoustiques ont été réalisées en mars 2022. Les mesures en limite de propriété sont non-conformes (49/52/69 pour une LAeq à 45 dB(A)). Les émergences en Zone à émergence réglementée sont conformes (2.8/1.3 pour une limite à 6 dB(A)). Le rapport conclut : <i>" De manière globale, le site respecte les prescriptions réglementaires en terme d'émissions sonores dans l'environnement au niveau des ZER. Toutefois, pour les points en limite de propriété, la valeur limite fixée par arrêté préfectoral est trop faible pour être respectée. Les résultats ne sont donc pas conformes à la valeur limite réglementaire, mais le seraient dans le cas des valeurs fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997".</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Si l'exploitant souhaite demander une modification de son arrêté préfectoral concernant les valeurs limites d'émissions sonores en limite de propriété, il doit déposer un dossier à porter à connaissance à la Préfecture.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois